

Référentiel de Paye



200066

Indemnité de départ volontaire en faveur de certains ouvriers du ministère de la défense (part exonérée de CSG/CRDS)

1. Identification

Code BJ	200066
Libellé bulletin de Paie	IND. DE DEPART VOLONTAIRE
Code PAY	0066
Libellé	Indemnité de départ volontaire en faveur de certains ouvriers du ministère de la défense (part exonérée de CSG/CRDS)
Référence	200066
Libellé complémentaire	« Ind depart volont et creat & reprise Ouv Etat »
Entité Ministère Direction	MI150 - Ministère des Armées -Défense (civils)
Chapitre RdP	Prestations
Date d'entrée en vigueur de l'indemnité	01/01/2009
Date d'abrogation de l'indemnité	
Date de début de validité de la fiche	06/12/2018
Date de fin de validité de la fiche	
Impacts de l'évolution juridique	Conditions d attribution Références juridiques

Documentation Pissarho

https://pissarho.cisirh.rie.gouv.fr/sites/default/files/documents_en_masse/200066_MINARM_OE_IND_DE_DEPART_VOLONTAIRE_v2.pdf
https://pissarho.cisirh.rie.gouv.fr/sites/default/files/documents_en_masse/200066_MINARM_OE_IND_DE_DEPART_VOLONTAIRE_Annexe_v2.pdf
http://pissarho.cisirh.rie.gouv.fr/sites/default/files/documents_en_masse/EL_22_mvt_22.XLSX

Commentaire	
-------------	--

2. Références juridiques

Libellé du texte	Article	NOR
LOI n° 2008-1425 du 27 décembre 2008 de finances pour 2009	Article 150	BCFX0821595L
Ordonnance n° 2018-1083 du 5 décembre 2018 portant prorogation des dispositions relatives à l'indemnité de départ volontaire en faveur de certains ouvriers de l'Etat du ministère des armées		ARMH1828154R
Décret n° 2009-83 du 21 janvier 2009 instituant une indemnité de départ volontaire en faveur de certains ouvriers de l'Etat du ministère de la défense et des établissements publics placés sous sa tutelle		DEFH0820804D
Instruction n° 383051/DEF/SGA/DRH-MD/SRHC/MAR du 23 février 2015 relative au plan d'accompagnement des restructurations		

3. Conditions d'attribution

3.1 Populations

3.1.1 Populations éligibles

O - ODE réglementé affilié

3.2 Conditions d'attribution liée au corps, grade, emploi fonctionnel

Néant

3.3 Condition d'attribution liée au poste ou à l'affectation (géo ou adm)

Néant

3.4 Condition d'attribution liée aux fonctions, sujétions, activités ou vacations

Exercer dans un établissement ou un service concerné par une opération de restructuration ou une réorganisation / rationalisation de fonctions, listée par arrêté.

Permettre, à la suite de son départ, de reclasser un OE en fonction dans une formation administrative restructurée (même liste) et dont le poste est supprimé (dite IDV « double détente »).

N.B : les ouvriers de l'État mis à la disposition de Naval Group relèvent d'un circuit de rémunération particularisé (décret spécifique).

3.5 Autres conditions

L'agent quitte définitivement le ministère de la défense entre le 1er janvier 2009 et le 31 décembre 2025 sur sa demande et remplit les conditions suivantes :

Avoir au moins six ans d'ancienneté et être à plus de deux ans de l'âge d'ouverture à son droit à pension, y compris dans le cas d'un départ anticipé à la retraite, au titre des carrières longues.

Cette condition d'ancienneté est ramenée à trois ans de services effectifs lorsque l'ouvrier quitte définitivement l'administration pour créer ou reprendre une entreprise (dite IDV/CRE). La condition d'être à plus de deux ans de l'âge de l'ouverture du droit à pension étant maintenue.

L'ancienneté à prendre en compte correspond aux services liquidables au titre du régime des pensions des ouvriers des établissements industriels de l'État (articles 10 et 11 du décret n° 2004-1056 du 5 octobre 2004 modifié, relatif au régime de pension des ouvriers des établissements industriels de l'État).

Les bonifications prévues à l'article 12 dudit décret ne sont pas prises en compte dans la détermination de l'ancienneté du service.

Sont notamment pris en compte les services en tant qu'ouvrier de l'État, en tant que fonctionnaire et les services militaires non rémunérés par une pension. Toutefois, une autorisation spéciale d'absence faisant suite à un congé de maladie ordinaire, un congé sans salaire pour convenances personnelles ou pour exercer dans une entreprise publique ou privée une activité relevant de la compétence de l'ouvrier et un congé sans salaire pour suivre son conjoint sont déduits de l'ancienneté de service.

Cette ancienneté est appréciée en années complètes de services à la date du départ effectif de l'ouvrier de l'État (et non à la date de la demande). Aucune disposition réglementaire ne prévoit la possibilité d'un fractionnement de l'année de service pour la détermination du montant de l'IDV.

3.6 Conditions d'exclusion

Ouvriers pouvant prétendre à une liquidation immédiate de leur pension de retraite, qui cessent définitivement leurs fonctions à la suite de leur admission à la retraite ou de leur licenciement.

4. Incompatibilités

Code BJ	Libellé BJ	Entité porteuse de l'incompatibilité	Incompatibilité	Type et N° texte	NOR
200018	IND. LICENCIEMENT PECULE	MI150 MINARM	Totale	Décret 2009-83	DEFH0820804D
201494	IND. DE DEPART VOLONTAIRE	MI150 MINARM	Totale	Décret 2008-368	BCFF0807903D

Commentaire

Les ouvriers de l'État en fonction au ministère des armées ou dans un établissement public placé sous sa tutelle, pour lesquels l'indemnité de départ volontaire est ouverte et qui en font la demande ne peuvent pas prétendre à l'indemnité de licenciement.

En revanche, l'octroi de l'IDV ouvre droit à une indemnisation au titre du chômage dans les conditions prévues à l'article L5424-1 du code du travail (ARE).

Par ailleurs, l'indemnité de départ volontaire pour création d'entreprise est cumulable avec l'indemnité de départ volontaire en cas de restructuration.

5. Modalités de liquidation

1 -

5.1 Expression métier

Le montant individuel de l'indemnité de départ volontaire varie selon l'ancienneté de l'ouvrier (cf Tableau barème).

En cas de création ou reprise d'entreprise, le montant de l'indemnité de départ volontaire s'élève à 15 245 €.

Elle est remboursée si le bénéficiaire, dans les cinq années suivant son départ, est recruté par le ministère des armées ou par un établissement public sous sa tutelle.

Ce code concerne la part exonérée de CSG/CRDS.

La part non exonérée de CSG/CRDS est sous le code indemnité 200747.

Tableau barème

Ancienneté (en années)	Montant (en euros)		
6	49 470		
7	52 470		
8	55 470		
9	58 470		
10	61 470		
11	64 470		
12	67 470		
13	70 470		
14	73 470		
15	76 470		
16	79 470		
17	82 470		
18	85 470		
19	88 470		
20	91 470		
21	91 470		
22	91 470		
23	91 470		
24	91 470		
25	91 470		
26	88 470		
27	85 470		
28	82 470		
29	79 470		
30	76 470		
31	73 470		
32	70 470		
33	67 470		
34	64 470		
35	61 470		
36	58 470		
37	55 470		
38	52 470		
39	49 470		
40	46 470		
41	43 470		
42	40 470		

5.2 Plancher / Plafond

Type de contrôle	Descriptif du contrôle
Pas de contrôle	Néant

5.3 Périodicité de versement

Type de périodicité	Commentaire
Ponctuelle	L'indemnité est versée en une fois, dès lors que le départ est devenu effectif. Pour l'IDV/CRE, elle est versée en deux fois : 50 % à la production du K-bis attestant de l'existence juridique d'une entreprise (6 mois maximum après la date de départ) et soldée à l'issue du premier exercice, après vérification de la réalité de l'entreprise.

5.4 Modalités de revalorisation

Type de revalorisation	Commentaire
Décret	

5.5 Attribution individuelle

Type	Commentaire
NON	

6. PAY**6.1 Information PAY : NEANT****6.2 Description du mouvement**

Indemnité versée par mouvement 22. Les rappels au-delà de 35 mois sont à codifier par mouvement 20 dans la limite des prescriptions en vigueur

Code indemnité	N°ordre	Date d'effet	Code paiement	Code taux	Donnée A	Donnée B	Type paiement
0066	00	01MMAAAA	1 ou 2				2
Indemnité de départ volontaire en faveur de certains ouvriers	A titre indicatif		1 Payer 2 Ne pas payer			Plafond du montant précalculé en centime d'euros	Elément non permanent

6.3 Autres informations

Elément soumis à l'impôt sur le revenu	Non
Elément soumis à précompte Service Non Fait	Non
Elément soumis à précompte Jour de carence	Non
Elément saisissable	Oui